

# Emissaire de l'ONU à Kigali, poursuite des combats

Reuters, 24 mai 1994

KIGALI, 24 mai, Reuter - L'émissaire de l'Onu Iqbal Riza, arrivé mardi à Kigali, a entamé des entretiens en vue de mettre un terme à sept semaines de massacres au Rwanda, où 500.000 personnes auraient péri depuis début avril.

Des tirs d'artillerie se sont poursuivis dans la journée dans plusieurs quartiers de la capitale où s'affrontent armée gouvernementale et rebelles du Front patriotique du Rwanda (FPR).

Plusieurs pays, dont la France, ont demandé à la commission des droits de l'homme de l'Onu, réunie d'urgence à Genève, le châtimement des responsables des massacres et une action internationale pour mettre fin aux affrontements.

Kofi Annan, secrétaire général adjoint de l'Onu chargé des opérations de maintien de la paix, a dénoncé pour sa part "l'apathie" de la communauté internationale et son "manque de volonté politique".

Arrivé par avion en milieu de journée à Kigali, Iqbal Riza, émissaire pakistanais de l'Onu qui venait de l'Ouganda voisin, a rencontré dans l'après-midi le chef d'état-major de l'armée rwandaise, le général Augustin Bizimungu, au ministère de la Défense.

Une trêve proclamée à l'occasion de sa visite semblait respectée dans le quartier du ministère mais des tirs de mortier étaient entendus dans d'autres parties de la ville.

Iqbal Riza a précisé qu'il entendait rencontrer, peut-être mercredi, des dirigeants gouvernementaux repliés sur Gitarama, à 50 km au sud de Kigali. "Et si c'est nécessaire, j'irai aussi revoir le FPR", a-t-il dit.

— Réunion à Genève —

Lundi, l'émissaire onusien s'était rendu au quartier général des rebelles à Mulundi, dans le nord du Rwanda.

A Kigali, les tirs de la nuit et de mardi matin ont forcé 5.000 civils à fuir la capitale.

A Genève, le nouveau commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, Jose Ayala Lasso, a souligné la nécessité de dépêcher sur place une équipe d'observateurs internationaux chargés de prévenir de nouvelles atrocités.

Pour lui, les responsables des massacres "qui ont scandalisé la conscience humaine (...) doivent savoir qu'ils seront personnellement tenus responsables de leurs actes dès que les faits auront été clairement établis".

“Tous les coupables doivent être punis”, a assuré le président de séance, le Néerlandais Peter van Wulfften Palthe.

La France a aussi réclamé des sanctions pénales contre les responsables des atrocités.

“La commission doit demander que les responsables des atrocités soient identifiés et les avertir qu'ils seront jugés et punis”, a déclaré à Paris Lurette Michaux-Chevry, ministre délégué à l'Action humanitaire et aux Droits de l'Homme.

La semaine dernière, le Conseil de sécurité de l'Onu a autorisé le déploiement de 5.500 casques bleus au Rwanda. Dans les colonnes du Monde, Kofi Annan affirme n'avoir reçu “aucune offre ferme”. Seul son propre pays, le Ghana, a accepté “par écrit” l'envoi d'un contingent de 700 hommes “non équipés” au Rwanda.

En Afrique du Sud, le président Nelson Mandela a déclaré dans son premier discours de politique générale que son gouvernement envisageait les moyens de contribuer à la paix en Angola et au Rwanda. /GK

(c) Reuters Limited 1994